

ACTU CHOMAGE - 9 juillet 2008

<http://www.actuchomage.org/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=3846>

Robert Castel : «Travailler plus, pour gagner quoi ?»

A l'heure où la pénurie d'emplois est savamment entretenue, où la précarité gagne du terrain et où, trivialement, le travail ne se réduit plus qu'à un coût, le célèbre sociologue s'interroge sur le bien-fondé de sa sacro-sainte «valeur» remise au goût du jour par la droite, avec pour résultante l'élection du candidat Sarkozy.



Il s'est produit en une dizaine d'années une transformation considérable et inattendue dans la représentation de la fonction et de l'importance du travail dans la société française. Au milieu des années 1990 fleurissaient des discours sur le travail "valeur en voie de disparition", voire sur la "fin du travail". Ils traduisaient l'opinion — erronée mais à la mode — que le travail perdait son importance en tant que socle privilégié de l'inscription des individus dans la société.

Parallèlement, le débat public était animé par des réflexions plus sérieuses sur la possibilité de lutter contre le chômage en réduisant la durée du travail afin de mieux le répartir. Réflexions plus sérieuses parce que le plein-emploi ne se mesure pas à la durée du travail, ni sa productivité au temps passé à travailler. Il n'est donc pas déraisonnable de penser que, dans le cadre d'une meilleure organisation du travail, compte tenu des gains de productivité et des progrès technologiques, on pourrait travailler moins en travaillant mieux, comme l'atteste l'histoire du capitalisme industriel.

Quoi qu'il en soit de leur pertinence, ces débats ont complètement disparu de la scène publique. On assiste, au contraire, à une extraordinaire survalorisation du travail portée par une idéologie libérale agressive qui trouve sa traduction politique directe dans les orientations de l'actuelle majorité, président de la République en tête. La virulence de la critique des lois dites "Aubry" sur la réduction du temps de travail après le changement de majorité en 2002 a parfois frôlé l'hystérie. "La France ne doit pas être un parc de loisirs", déclarait durant l'été 2003 Jean-Pierre Raffarin, alors premier ministre. La France est devenue la lanterne rouge de l'Europe, elle s'enfonce dans le déclin parce que les Français ne travaillent pas assez : la campagne présidentielle a été dominée par cette apologie du travail, et l'habileté avec laquelle Nicolas Sarkozy l'a orchestrée a été pour beaucoup dans son succès.

Tout le monde a en mémoire les slogans incitant au travail, et portant la promesse que travailler davantage est le moyen à la fois d'améliorer son pouvoir d'achat et aussi d'accomplir son devoir de citoyen pour aider la France à retrouver la place qu'elle mérite dans le concert des nations. Cela, évidemment, pour tous ceux qui veulent bien travailler, qui en ont le courage. Cette célébration du travail est en effet assortie de la stigmatisation de tous ceux qui ne travaillent pas. C'est le soupçon qui pèse sur les privés d'emploi d'être des "chômeurs volontaires", pour lesquels on va multiplier les contrôles et les pressions pour qu'ils acceptent n'importe quoi. C'est aussi la condamnation des "assistés", comme les bénéficiaires du RMI, accusés d'être des parasites vivant aux crochets de la France qui se lève tôt.

Ces positions, au demeurant populaires, pourraient paraître si ce n'est aberrantes, à tout le moins paradoxales, puisque l'une des caractéristiques de la situation actuelle est précisément que le travail manque et que le plein-emploi n'est plus assuré depuis trente ans. Cependant, c'est dans ce contexte que l'incitation inconditionnelle au travail prend tout son sens.

Il faut en effet penser ensemble les trois composantes de la situation présente : *primo*, il y a du non-emploi, c'est-à-dire une pénurie de places disponibles sur le marché du travail susceptibles d'assurer le plein-emploi ; *deuxio*, il y a une survalorisation du travail qui en fait un impératif catégorique, une exigence absolue de travailler pour être socialement respectable ; *tertio*, il y a cette stigmatisation du non-travail assimilé à l'oisiveté coupable, à la figure traditionnelle du "mauvais pauvre" vivant aux dépens de ceux qui triment.

Ces trois dimensions fonctionnent d'une manière complémentaire pour impulser une politique pouvant conduire à la pleine activité sans que cela signifie le retour au plein-emploi. Tout le monde doit et pourrait travailler si on abaisse le seuil d'exigence qui commande l'accès au travail. Il faut donc travailler même si le travail n'assure pas les conditions minimales d'une certaine indépendance économique. C'est ainsi que l'on devient un "travailleur pauvre", figure qui est en train de s'installer dans notre paysage social. Ce n'est pas très gratifiant, à aucun point de vue, d'être un "travailleur pauvre". Cependant c'est mieux que d'être un "mauvais pauvre", un misérable parasite assisté.

Se dessine ainsi une stratégie qui, à la limite, pourrait résorber le chômage en le grignotant progressivement par la multiplication de manières dégradées de travailler. On pourrait de la sorte restaurer une société de pleine activité (mot d'ordre de l'OCDE) sans que l'on puisse parler de société de plein-emploi, si l'on entend par emploi un travail relativement assuré de sa durée (prééminence du CDI), fermement encadré par le droit du travail et couvert par la protection sociale. Le processus est en cours. De contrats aidés en services ponctuels à la personne en passant par la montée en puissance des formes dites "atypiques" d'emplois qui représentent aujourd'hui plus de 70% des embauches, se met en place une large gamme d'activités qui institutionnalisent la précarité comme un régime de croisière dans le monde du travail. L'insécurité sociale est de retour, et un nombre croissant de travailleurs vivent à nouveau "au jour la journée", comme on disait autrefois.

Le nouveau régime du capitalisme qui se met en place depuis trente ans après la sortie du capitalisme industriel n'est pas en mesure d'assurer le plein-emploi. La preuve : l'existence d'un chômage de masse et la précarisation des relations de travail. Mais ce n'est pas ce qu'il vise, et ceux qui le mettent en œuvre s'attaquent au contraire au statut de l'emploi en dénonçant les coûts qu'il représente et les obstacles qu'il met au libre développement de la concurrence au niveau de la planète. Par contre, ce capitalisme en appelle à la pleine activité pour maximiser la production des richesses, qui continue à dépendre du travail. La Chine offre en ce moment l'exemple d'un fantastique développement économique en grande partie dû au fait que le coût du travail y est très bas, parce que les garanties liées à l'emploi sont rarement associées aux activités qui se déploient "librement".

Nous ne sommes pas en Chine, mais la France est engagée dans une dynamique de montée en puissance de différents types d'activités en deçà de l'emploi. Ces formes de sous-emploi sont généralement peu attractives et elles n'assurent pas les conditions de base nécessaires pour mener une vie décente. On conçoit donc que des pressions doivent s'exercer pour faire accepter ces formes de travail : il faut absolument que tu travailles pour échapper au mépris attaché au mauvais pauvre.

C'est finalement sur un chantage d'ordre moral autant que sur un raisonnement économique que repose l'orchestration actuelle de l'inconditionnalité de la valeur travail par les autorités qui nous gouvernent.

Il faut continuer à défendre la valeur travail, parce que l'on n'a pas encore trouvé d'alternative consistante au travail pour assurer l'indépendance économique et la reconnaissance sociale dans une société moderne. Mais aussi rappeler qu'il y a travail et travail. Le travail est essentiel en tant que support de l'identité de la personne à travers les ressources économiques et les droits sociaux auxquels il donne accès. Au contraire, l'institution de formes dégradées d'emploi au nom de l'exigence de travailler à tout prix et à n'importe quel prix conduit aussi à la dégradation du statut de travailleur et, finalement, de la qualité de citoyen. Il ne suffit pas de "réhabiliter le travail", comme se propose de le faire le président de la République : il faudrait respecter la dignité des individus.

(Source : Le Monde du 9 juillet 2008)